

ANALYSE DU 18 mai 2011

GOVERNEMENT RPT/AGO DU TOGO : FAUX SATISFECIT SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES

Le CVU-Togo-Diaspora a reçu de nombreuses demandes des Togolais et Togolaises, essentiellement de la Diaspora, lesquels souhaitent une confirmation ou plus d'information quant aux satisfécits réguliers que le Gouvernement de Faure Gnassingbé s'attribue depuis quelques mois sur la politique économique menée par le Togo¹. La Diaspora togolaise, qui n'existe pas pour Faure Gnassingbé, a demandé un éclaircissement. En effet et malgré les nombreux et multiples appels du Conseil Mondial pour la Diaspora togolaise (CMDT) au nom de l'ensemble des associations et mouvements des ressortissants togolais vivant à l'extérieur, Faure Gnassingbé s'entête à refuser de compter la Diaspora togolaise, soit un chiffre oscillant entre 1,2 et 2 millions de personnes. Le calcul politique sous-jacent ne doit échapper à personne, ni d'ailleurs le mépris des membres de la Diaspora en tant que citoyens. Par contre, le gouvernement ne se prive pas de tout faire pour tenter de récupérer ou contrôler les fonds importants que transfère cette même Diaspora Togolaise au Togo pour soulager les familles souffrant justement des défaillances et incohérences de la politique du Gouvernement RPT/AGO².

1. DESINFORMATION SUR L'ETAT REEL DE L'ECONOMIE TOGOLAISE

S'il est vrai qu'avec la crise de 2008, le Togo a vu sa croissance économique annuelle stagner autour de 2,4 %, depuis cette date et grâce à des allègements de dette, le pays a vu sa croissance économique remonter à 3,2 % en 2009 et à 3,4 % en 2010. Les chiffres trop optimistes de 3,7% en 2010 inscrits sur le site officiel du Gouvernement togolais doivent être corrigés à la baisse. Le Gouvernement par la voie de Koffi Souza estime qu'il est possible d'atteindre 7 % de croissance d'ici 2013 sans expliquer comment le gouvernement entend y parvenir. La réalité est que le Fond monétaire international dans son dernier rapport sur l'Afrique subsaharienne³, bien que très optimiste sur les performances du Togo, a estimé que le Togo ne devrait pas dépasser 4 % de croissance économique en 2012, ce qui semble

¹ Koffi Souza (2011). "« Satisfécit international à la politique économique du Togo », in *Republic of Togo*, site officiel du gouvernement togolais, voir < <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Editos/Satisfecit-international-a-la-politique-economique-du-Togo>> accédé le 17 mai 2011.

² Rassemblement du Peuple Togo (parti de Faure Gnassingbé) et AGO (Les amis de Gilchrist Olympio gérant l'Union des Forces du Changement (UFC), un parti qui s'est scindé avec la naissance de l'Alliance nationale pour le Changement de Jean Pierre Fabre).

³ FMI, *Perspectives Economiques Régionales. Afrique subsaharienne. Reprise et nouveaux risques*, avril 2011.



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

contredire les pronostics peu crédibles annoncés par le Gouvernement d'atteindre 7 % en 2013.

En réalité, ce n'est pas tant la croissance économique qui est importante pour le Togo mais le fait que cette croissance économique annuelle est supérieure au taux d'inflation. Or, lorsqu'on observe l'inflation, agrégée sous le pourcentage moyen de la variation annuelle du prix à la consommation, il faut bien se rendre compte que ce taux d'inflation est estimé par le FMI à 3,2 % en 2010, ce qui signifie que le Togo n'a pas réussi à créer plus que 0,2 % de croissance effective en 2010. Le FMI prévoit une explosion des prix à la consommation qui passerait à 6,2 % au cours de l'année 2011 alors que la croissance économique estimée ne dépasserait pas 3,6 %, soit en réalité une croissance effective négative de 2,6 %. Le Togo subirait donc directement le contrecoup de la crise économique par une absence de clairvoyance dans sa politique économique laquelle repose essentiellement sur les importations, ce qui fait subir à la population togolaise, le poids des inflations exogènes et neutralise par ailleurs le développement des capacités productives locales. En réalité, cela a pour conséquence de ne pas créer des emplois décents au Togo, et pire de ne pas favoriser la distribution de salaires décents. La conséquence directe est une perte continue du pouvoir d'achat des Togolais et Togolaises et par contrecoup, un mécontentement généralisé qui se caractérise par un mépris pour les dirigeants politiques et économiques dans le pays.

Au-delà des différences sur la croissance effective, il est utile de prendre une photo des réalités sur le terrain. Il existe un critère économique, certes pas parfait, mais qui permet de savoir s'il y a une progression de la richesse distribuée par togolais. Il s'agit de constater que la croissance économique du produit intérieur brut par habitant est en légère hausse, passant de 0,7 % en 2009, à 0,9 % en 2010 avec des estimations du FMI autour de 1,1 % en 2011. Mais en réalité, le Togo se porterait mieux si la gouvernance menée par le Gouvernement RPT/AGO arrivait au moins à dépasser la moyenne sous-régionale et même servir de locomotive. Mais tel n'est pas le cas. En effet et toujours selon le FMI, en 2010, la croissance du PIB réel par habitant du Togo est inférieure à la moyenne de l'Union économique monétaire ouest-africain et à la moyenne de la zone franc, soit respectivement un écart de -0,4 %. Pire, lorsque l'on compare le Togo avec la moyenne de la croissance du PIB par habitant de l'Afrique subsaharienne de 2,7 % en 2010, l'écart se creuse à - 1,8 % alors qu'il était positif en 2009 avec un écart de +0,1 en 2009. En réalité, la situation s'est détériorée pour le Togolais lambda entre 2009 et 2010. Tout économiste averti ne peut donc décerner un satisfecit à la Gouvernance économique du Gouvernement RPT/AGO sur le court terme.

Les jolies phrases diplomatiques des institutions de Bretton-Woods, notamment du FMI, ne doivent tromper personne puisqu'il s'agit en l'occurrence d'effacer les dettes pour redonner une capacité d'endettement au Togo. Autrement dit, il s'agit d'effacer des dettes iniques résultantes d'une mauvaise gouvernance des gouvernements togolais précédents et de leur



Collectif pour la Vérité des Urnes

Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

redonner une nouvelle capacité d'asservissement aux conditionnalités subtiles du conseil d'administration du FMI. Autrement dit, avec de nouveaux endettements, les institutions permettent à la mauvaise gouvernance économique de perdurer au Togo tout en forçant ceux qui sont au pouvoir de céder petit à petit, souvent par des injonctions directes, des pans entiers de l'économie togolaise, il suffit de citer les conditions de transfert des recettes directes et indirectes du port autonome de Lomé pour comprendre que le Togo est en train de transférer ses richesses à des non-Togolais, moyennant un droit de passage que ne manquent pas de prélever les tenants du pouvoir. La contrepartie est un accord pour soutenir le régime en place pour légitimer une contre-vérité des urnes et financer une armée non-républicaine pour mater les contestations au lieu de refaire des élections ou trouver des solutions où le respect du choix des populations deviendrait réalité.

2. HOMMAGE AU FEU VRAI PRESIDENT DU TOGO : BOB AKITANI

A ce titre, on ne peut que souhaiter un repos de l'âme à Bob Akitani, Président gagnant de la présidentielle de 2005, un homme politique courageux, nationaliste et épris de justice que le Peuple togolais choisit en son temps. Mais le régime RPT l'a empêché, par tous les moyens frauduleux et militaires, de mettre son intelligence et sa sagesse au service des Togolais et Togolaises qui l'ont choisi en très grande majorité. Qu'aurait été le Togo sous la présidence de feu Bob Akitani⁴ ? Chaque togolais doit y réfléchir, et prendre sa part de responsabilité sans oublier la responsabilité première qui revient à :

- des dirigeants du RPT anti-démocratique ;
- des responsables de la dite « opposition togolaise » qui ont préféré gérer leur ventre ;
- une communauté internationale qui se réduit à la France de l'époque ; et
- une armée non-républicaine qui souhaitait un statu quo de la médiocrité.

⁴ Bob Akitani fut le candidat de l'opposition à la présidence de la République en 2005 qu'il aurait gagnée s'il n'y avait pas eu inversion des résultats et proclamation unilatérale par l'armée du vainqueur que cette dernière s'était désignée. Bob Akitani a été un membre fondateur et influent de l'opposition et plus particulièrement de l'union des forces du Changement (UFC). Il est décédé le 16 mai 2011 à Lomé à l'âge de 89 ans. Il fut l'un des premiers togolais mathématiciens et a fini ses études avec un diplôme de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs Ingénieur ENSPM en France, Poitiers. Il a occupé plusieurs postes de direction au Togo notamment la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin (CTMB) après avoir choisi de soutenir le développement de son pays au lieu de rester en France. Mais, le Togo ne lui a « causé » que du désagrément en l'empêchant systématiquement de mettre son intelligence brillante au service des populations togolaises. Le système RPT voulait qu'il mette cette intelligence à son service. Face au non de Bob Akitani, sa carrière a été émaillée des traits caractéristiques de la capacité de nuisance du RPT. Paix à son âme et Dieu saura reconnaître les siens.



Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

3. MAUVAISE TENUE DU BUDGET TOGOLAIS ET MANQUE DE TRANSPARENCE

Le Gouvernement affirme qu'en 2010 le « déficit budgétaire se situe à 1,6 % du PIB, bien en dessous du niveau de 2009, reflétant un très bon recouvrement des recettes et une bonne tenue des dépenses ». Il est difficile de confirmer ce chiffre. En effet, les dépenses publiques du Togo hors dons se sont élevées à 22,1 % du PIB en 2010 avec des recettes publiques hors dons à 16,9 % selon le rapport FMI précité. Il y a donc un solde négatif de -5,2 % en 2010, plus qu'en 2009 avec -4,4 % en 2009. Non seulement, le solde s'est aggravé, ce qui signifie que le Gouvernement n'a pas été capable d'améliorer la situation. Les perspectives pour 2011 ne pas plus optimistes avec un déficit qui s'aggrave estimé à 5,9 % par le FMI. Il faut donc reconnaître que le Gouvernement qui annonce qu'il y a eu une bonne tenue des dépenses et un très bon recouvrement des recettes ne dit pas toute la vérité et s'éloigne de la vérité des comptes prônée par le CVU-Togo-Diaspora.

Le Togo est donc condamné à aller chercher de l'argent à l'extérieur. Cela suppose que le Gouvernement de Faure Gnassingbé va donc « vendre » son indépendance pour obtenir du crédit pour couvrir sa mauvaise gouvernance économique. Qu'à cela ne tienne ! Même avec les dons que reçoit le gouvernement RPT/AGO, il faut constater que le solde budgétaire global dons compris en 2010 était négatif avec -2,8 %, ce qui contredit les affirmations affichées sur le site officiel du Gouvernement « Republicoftogo.com ». Ce solde budgétaire comprenant l'apport des dons était aussi négatif en 2009 avec -2,8 %. Ce n'est qu'éventuellement en 2011 que le FMI estime qu'il pourrait s'améliorer légèrement pour passer à -2,6 % si le Gouvernement RPT/AGO rend compte dans la transparence des comptes de l'Etat.

Si Faure Gnassingbé avait le courage de publier les comptes de l'Etat et accepter devant le peuple togolais et l'armée républicaine d'expliquer sa mauvaise gestion économique, il y a quelques chances de pouvoir amorcer une palabre togolaise intelligente, ce qui n'est pas synonyme de « dialogue inclusive » comme l'annonce Faure Gnassingbé en s'activant pour « acheter et débaucher » ici et là tous ceux qui n'ont pas le courage d'organiser une véritable alternative économique et politique et sociale au service du Peuple togolais.

Il n'y a donc pas de progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes économiques et le Gouvernement ne peut pas affirmer qu'il y a une « excellente tenue économique du Togo » sans lire dans les chiffres des apprentis sorciers de l'économie togolaise.

4. INVESTISSEMENT AU TOGO EN 2010

D'après le site officiel du Gouvernement togolais, un Togolais blanc de la Françafrique du nom de Koffi Souza a affirmé ceci « *le représentant du FMI a remarqué : « La politique budgétaire 2010 a été exemplaire ; les recettes sont en forte augmentation. Ces progrès ont permis au gouvernement d'accélérer les investissements publics tout en restant attentif aux exigences de*



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

la de la dette publique. Ces investissements devraient permettre au Togo de booster son taux de croissance. On peut donc espérer une amélioration du niveau de vie de la population ». Sans d'ailleurs citer la source exacte pour permettre une confirmation du représentant du FMI, le gouvernement togolais affirme que le Gouvernement togolais a « accéléré » les investissements publics. Lorsque selon les données statistiques du FMI de mai 2011, il est possible de constater que l'investissement total au Togo, ceci en pourcentage du PIB, a chuté passant de 18 % en 2009 à 16,9 % en 2010, il y a lieu de croire à une forme avancée de la désinformation. Non seulement, le Gouvernement utilise le FMI pour tromper la vigilance des Togolaises et Togolais, mais il faut croire que le FMI, par les temps qui courent et après avoir perdu l'essentiel de sa crédibilité, n'a plus le temps de vérifier ce que certains gouvernements africains, adeptes de la contre-vérité des urnes et de la contre-vérité des comptes publics, lui font dire.

Mais plus grave, si l'investissement total chute, c'est qu'en matière d'infrastructure par exemple, le Gouvernement au lieu de réparer les routes et les voies de communication se contente de casser l'existant pour montrer qu'il se passe quelque chose. Les agents de la communauté internationale qui n'ont besoin que de photos pour justifier leur mission sont alors faciles à bernier, notamment ceux de l'Union européenne qui continuent à croire que les fonds des contribuables européens servent au développement et l'amélioration du bien-être des populations togolaises. Le FMI qui reste toujours optimiste dans ses statistiques sur le Togo estime qu'en 2011, l'investissement total pourrait s'améliorer pour atteindre 19,3 %. Mais ce n'est là qu'un pronostic qui prend en compte la capacité nouvelle d'endettement accordée au Togo mais pas la capacité nouvelle du régime RPT/AGO de ne pas investir tous ces fonds au Togo, au bénéfice de l'ensemble de la population.

En contrepartie, il faut noter que le peuple togolais dans son ensemble a moins épargné en 2010. L'épargne nationale brute est passée de 11,1 % du PIB en 2009 à 9 % du PIB en 2010. Cela signifie que le peuple togolais souffre de plus en plus au point de prendre sur son épargne pour survivre. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que les transferts de la Diaspora togolaise ont atteint des records car il faut pallier la défaillance et l'incapacité du gouvernement RPT/AGO de créer de l'emploi et du pouvoir d'achat pour l'ensemble de la population, du nord comme du centre et du sud.

5. BALANCE COMMERCIALE, SOLDE EXTERIEUR COURANT ET DONS EN 2010

Après tout, un pays peut aussi s'en sortir en équilibrant ses exportations et ses importations ou au mieux, en exportant plus afin d'engranger des recettes pour soutenir sa politique au service des populations. Ce n'est pas le cas du Gouvernement RPT/AGO, ceci depuis 2004 avec une moyenne de -15,6 % du PIB entre 2004 et 2008. En effet, la balance commerciale du Togo est systématiquement déficitaire et dans le rouge. Ce pays vit au-dessus de ses moyens... il



Collectif pour la Vérité des Urnes

Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

faut préciser qu'il ne s'agit que d'une minorité qui tourne autour du pouvoir RPT/AGO. Si en 2009, une petite amélioration a semblé se profiler à l'horizon avec une balance commerciale affichant -13,3 % du PIB, ce n'est qu'une illusion liée aux conséquences de l'assèchement des crédits sur le marché international suite à la crise financière de 2008, ce qui a limité les importations du Togo. Mais on peut constater que dès 2010, la balance commerciale est en train de s'aggraver avec -14,6 % du PIB et le FMI prévoit qu'en 2011, cela sera pire avec -15,5 %.

Quel satisfecit ? Est-ce le Peuple togolais qui octroie ce satisfecit ? Non, une simple désinformation du Gouvernement sur sa mauvaise politique économique.

D'ailleurs, le solde extérieur courant s'est aggravé passant de -8,4 % du PIB à -10,3 % du PIB avec des estimations pour 2011 à -11,8 %. Mais même si le Togo va « quémander » à l'extérieur et reçoit des dons, le solde extérieur courant ne s'améliore pas vraiment, passant de -6,9 % du PIB à -7,9 % du PIB avec des estimations pour 2011 à -8,4 %. Donc les dons officiels reçus ne suffisent pas car une partie retourne vers l'Occident, une autre partie est engloutie dans la ventrologie-corruption et une autre sert à faire de la désinformation sur les véritables résultats de la gouvernance économique au Togo.

Alors que les dons officiels avaient commencé à s'amenuiser avec 1,4 % en 2008, ceux-ci ont repris compte tenu justement d'une double volonté de certains partenaires du Togo de tenir ce gouvernement en laisse en monnayant l'aide au développement ou tout au moins en cherchant un retour sur investissement dans des cercles ésotériques ou de la Françafrique. Aussi, de 1,5 % du PIB en 2009, le Togo a reçu 2,4 % du PIB en 2010 et le FMI estime que cela va augmenter pour atteindre 3,3 % en 2011. Donc la mauvaise gestion du gouvernement se solde par de plus en plus de dons alors que les populations ne semblent pas voir ni la couleur, ni l'odeur de tous ces dons en augmentation... Faut-il rappeler que la moyenne de l'Afrique subsaharienne est en baisse constante passant de 1 % en 2008 à 0,8 % en 2011 ?

6. DETTE EXTERIEURE ENVERS LES CREANCIERS PUBLICS

Le Togo a en effet atteint en décembre 2010 le niveau requis des conditions pour obtenir un allègement ou un effacement substantiel de sa dette, c'est-à-dire sa mauvaise gouvernance. Il s'agit du point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) avec les institutions de Bretton Woods et avec comme conséquence que les bailleurs de fonds bilatéraux, dont la France, devraient faire un geste substantiel pour éliminer une grande partie d'une dette qui ne sera de toute façon jamais payée car n'ayant jamais bénéficié aux populations togolaises. Le Gouvernement estime que sa dette extérieure a été annulée à 90 %, Aussi la dette extérieure envers les créanciers publics est passée d'un niveau de 79,5 % du PIB entre 2004-2008, à 55,2 % du PIB en 2009 et à 15,3 % du PIB en 2010. Ce niveau



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

d'endettement reste malgré tout bien supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne, soit 9 % en 2010.

Quelle gloire y-a-t-il à se lancer un auto-satisfecit pour avoir réussi à ne pas payer des dettes contractées qui n'ont pas servi à satisfaire les besoins des populations ? Celles-ci n'ont d'ailleurs concrètement ni vu ni senti les avantages de cette dette. Les affidés du RPT et récemment de l'UFC/AGO, certainement sans compter ceux qui dans l'ombre, n'osent plus parler tellement leur bouche se rappelle des émargements ici et là.

Comment alors croire que si ce Gouvernement n'a pas réussi à mettre en œuvre une politique de grands travaux depuis plus de 6 ans, il va le faire maintenant ?

Le CVU-Togo-Diaspora constate qu'une gouvernance qui est fondée sur la contre-vérité de l'information économique et du manque de transparence dans les comptes publics ne peut que favoriser la promotion de la dé-responsabilité et de l'impunité. Cela génère de l'incompétence et cela ne peut que se refléter dans les résultats du Gouvernement. De là à tenter à masquer la vérité des comptes est un piège dans lequel ni la Diaspora, ni le CVU-Togo-Diaspora ne sont tombés.

Le CVU-Togo-Diaspora recommande au Gouvernement de rétablir la confiance entre le Peuple et les dirigeants en rétablissant la transparence des informations économiques et financières. Les analyses et affirmations péremptoires devraient alors passer par un travail de vérification des spécialistes nombreux au Togo comme dans la Diaspora. C'est une condition de rétablissement de la confiance.

Le CVU-Togo-Diaspora reste vigilant au service du Peuple togolais.

19 mai 2011.



Collectif pour la Vérité des Urnes

Coordinateur international provisoire

Dr Yves Ekoué AMAÏZO



Collectif pour la Vérité des Urnes

Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org